

Séance ordinaire du jeudi 16 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Yvan NOSBE, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Agnès SAURAT, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Lancement d'une étude pour la création d'une Maison de l'égalité et des droits des femmes - Approbation

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

A l'heure où de nombreuses collectivités territoriales inscrivent l'égalité de droits entre les femmes et les hommes à l'ordre du jour de leurs politiques publiques, la Ville de Montpellier souhaite déployer sur son territoire un outil multi partenarial de défense, promotion et valorisation de ces droits : la Maison des femmes.

La mission de cette Maison, animée par un ensemble de partenaires, consisterait à lutter contre les inégalités et les discriminations fondées sur le sexe, contre les violences faites aux femmes, à promouvoir l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes, avec une vigilance particulière concernant les problématiques rencontrées par les familles monoparentales.

Dans son mode de fonctionnement, elle devra intégrer des modalités facilitant la venue de toutes, telles que des modes de gardes temporaires, l'accessibilité universelle et la possibilité de traductions.

La Maison des Femmes pourrait ainsi être :

Un lieu d'accueil et de proximité : elle renseignerait les femmes sur leurs droits et les orienterait en fonction de leurs besoins (conseils juridiques, consultations en santé sexuelle et reproductive) tout en prenant en charge les enfants présents, afin qu'elles puissent pleinement utiliser ce temps « de répit » pour elles (en lien avec le mode de fonctionnement).

Un lieu d'éducation à l'égalité : elle abriterait un centre de ressources et piloterait la production d'outils, études et publications nécessaires pour nourrir les actions de sensibilisation, co-construites avec les habitants et les porteurs de projet, qui rayonneraient sur le territoire à l'attention de tous les publics.

Une caisse de résonance de la créativité féminine : elle proposerait une programmation culturelle mettant en valeur les créations artistiques, les contributions intellectuelles et scientifiques féminines et modéliserait certaines actions pour leur permettre d'essaimer sur le territoire par le biais d'établissements tels que les Maisons pour tous.

Une vitrine de la diversité associative : elle pourrait héberger certaines associations de défense et promotion des droits des femmes qui rencontrent aujourd'hui des difficultés à se loger (Mouvement Français pour le Planning Familial, Centre d'Information Des Femmes et des Familles, Amicale du Nid...) et proposerait des bureaux et des salles de réunions aux associations militantes bénévoles. Elle accueillerait les conférences, les réunions publiques, les groupes de parole sur les thématiques des droits des femmes.

Un moteur de dynamiques partenariales structurantes sur tout le territoire : elle apporterait expertise et accompagnement sur ces thèmes aux institutions, associations et collectivités locales et pourrait devenir Cœur de réseau et accueillir un observatoire alimenté par les professionnels du territoire.

Afin de disposer d'un corpus de documents d'aide à la décision qui permettra à la collectivité et à ses partenaires d'évaluer les coûts, les risques et les bénéfices au regard des engagements humains, financiers et matériels nécessaires à la mise en œuvre d'une Maison des femmes, la Ville de Montpellier, soutenue financièrement par l'Etat et la Région Occitanie (crédits Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire - FNADT) a décidé de s'appuyer sur une étude. Le cahier des charges de l'appel d'offre en définira les objectifs et les missions qui s'organiseront en trois parties principales :

1 - Analyse de situation : l'objectif de l'étude sera dans un premier temps de consulter l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs pressentis afin de décrire les champs d'actions existants et ceux à construire, d'identifier les besoins et les difficultés exprimés (notamment en terme d'hébergement des associations professionnelles), et de faire émerger les besoins et priorités dont le portage pourrait être partagé. Parallèlement une étude comparative portant sur des structures similaires existantes dans d'autres collectivités territoriales sera effectuée.

2 - Opportunité à saisir : l'analyse des matériaux recueillis permettra de préciser les parties prenantes, les contenus programmatiques et les modalités d'organisation d'une Maison des femmes, en proposant plusieurs délimitations pour son périmètre d'action.

3 - Options et scénarios : enfin l'étude modélisera différents scénarios de création en fonction des partenaires et moyens mobilisables, des options d'installation (mise à disposition et rénovation de locaux, location, construction) et des différents modes de gouvernance envisagés.

La rédaction du cahier des charges de l'appel d'offres sera finalisée en décembre 2021, pour une publication de l'appel d'offres au premier trimestre 2022. L'étude devra être réalisée et rendue par le prestataire au plus tard en novembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la publication d'un appel d'offres pour la réalisation, via un prestataire, d'une étude portant sur la création d'une Maison des femmes à Montpellier ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 21 décembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Madame la Première Adjointe**

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20211216-173055-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 21/12/21
Réception en Préfecture : 21/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.